

NOUVELLES MESURES MINISTÉRIELLES

# Les SHS ou retour vers le futur !

→ par Christophe Pébarthe, membre du BN

Le 4 juillet 2016, le secrétaire d'État annonçait dix mesures en faveur des SHS, bientôt suivies de cinq autres. Si l'intention est louable, et récurrente depuis plusieurs années, il convient de s'interroger sur les sciences humaines et sociales dont il est vraiment question dans le discours gouvernemental.

Nom de Zeus ! Avec la régularité d'un métronome, les SHS reviennent une nouvelle fois sur le devant de la scène ministérielle, non sans provoquer une impression de déjà-vu. Il y aurait à l'évidence des raisons de se demander pourquoi ces sciences, et non d'autres, font ainsi l'objet d'une attention gouvernementale spécifique récurrente. Qu'importe, les voilà de nouveau sur le devant de la scène depuis le 4 juillet dernier, date à laquelle le ministre Thierry Mandon les a qualifiées – et proclamées – d'« Investissement pour l'avenir » et leur a aussitôt associé dix mesures, bientôt complétées par cinq autres (novembre 2016). Un esprit chagrin pourrait sans doute y voir un empressement à visée électorale, mais tentons néanmoins de prendre au sérieux le discours et la volonté ministérielles. Et puisque les SHS sont utiles, appliquons donc quelques-uns de leurs rudiments méthodologiques au plan proposé.

L'historien ne réclamera un contexte, cherchera à comprendre l'origine de l'annonce. Il ou elle évacuera au préalable l'explication par le cynisme, envisageant néanmoins que le secrétaire d'État ne peut pas tout à fait se désintéresser du vote des universitaires, en particulier dans les disciplines SHS, plutôt bien orienté. Cherchant dans quelque archive, il ou elle retrouvera bien vite la trace d'un Conseil pour le développement des humanités et des sciences sociales installé le 2 septembre 2009 par la ministre d'alors, Valérie Pécresse. Celle-ci avait délimité le terrain de jeu des SHS, les décrivant « nourries », « stimulées » par « le progrès des sciences que l'on dit parfois "dures" ». Elle avait ajouté : « Qui peut nous aider à penser la crise, si ce n'est des économistes, des juristes, des historiens, des géographes, des philosophes, des sociologues, des anthropologues et tous ceux qui, parce qu'ils étudient nos langages, nous apprennent parfois à nous dépandre des mots que nous utilisons ? » Son successeur a-t-il bénéficié d'un rappel



Métaphore spatiale... Quand Thierry Mandon compare le rôle des SHS et l'interprétation des données satellitaires.

historique similaire ? Nulle certitude n'est possible pour l'heure mais dans son discours du 4 juillet, il a utilisé une maquette de la fusée Ariane 5 pour affirmer : « La fusée met des satellites en orbite, qui fournissent des données qui doivent servir la population et répondre à ses aspirations » ; et seules les SHS permettent de les com-

prendre... Dans l'avant-propos du dossier de presse, il commençait ainsi : « Il n'est pas de semaines où les sciences humaines et sociales (SHS) ne soient interpellées pour répondre aux défis contemporains. Elles sont aux avant-postes de la

réflexion pour se saisir des phénomènes politiques, religieux, économiques, culturels et sociaux. Elles nous proposent des clés pour l'intelligibilité du monde. » Et il ajoutait : « Leur apport pourrait davantage être pris en compte dans les décisions et les politiques publiques concernant la sécurité, l'immigration, les relations internationales ou encore le travail ou l'éducation. »

Le ou la sociologue complètera en s'étonnant de cette maladie curieuse qui affecte les gouvernants français consistant à cher-

cher périodiquement dans des discours scientifiques qu'ils et elles méprisent le plus souvent ou, au mieux, ignorent lorsqu'ils leur portent la contradiction, des analyses qui permettraient d'asseoir scientifiquement des politiques menées. Thierry Mandon n'était-il pas déjà secrétaire d'État lorsque le Premier ministre d'alors, Manuel Valls, affirmait qu'« expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser », visant de manière claire et celles et ceux qui cherchent à comprendre le monde social ? Était-il au Sénat lorsque son chef déclarait, peu après les attentats du 13 novembre, adoptant le ton martial qui sied dans ce genre de circonstances : « J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé » ? S'est-il ému – il était secrétaire d'État chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification – lorsque Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, a finalement abandonné le projet d'une nouvelle section CNU, « Institutions, économie, territoire et société », qui visait à autoriser une science économique conçue comme une science sociale ?

Ce bref retour vers le passé invite à la prudence, non pas seulement sur la volonté d'appliquer les mesures énoncées, mais sur la nature des sciences sociales envisagées. Rappelons-le au secrétaire d'État, il ne s'agit pas tant d'esprit critique que de critique tout court, d'« inservitude volontaire », d'« indocilité réfléchie »<sup>(1)</sup>. Comme le disait Pierre Bourdieu, « la science sociale est un défi absolu, c'est ou l'ordre social ou la science sociale »<sup>(2)</sup>. Alors, la science sociale, vraiment ? Ou bien ?... ●

(1) M. Foucault, « Qu'est-ce que la critique ? », *Bulletin de la Société française de philosophie* n° 84, 1990, p. 39.

(2) P. Bourdieu, *Sociologie générale, volume 1. Cours au Collège de France 1981-1983*, 2015, p. 112.

▼  
Il ne s'agit pas tant d'esprit critique que de critique tout court.  
▲